

Question présentée par la députée :
Mme Esther Hartmann

Date de dépôt : 17 septembre 2013

Question écrite urgente

Interprétariat en langue des signes : quelles mesures compte prendre le conseil d'Etat pour assurer le respect de la constitution genevoise ?

Le 14 octobre 2012, le Conseil d'Etat acceptait une nouvelle constitution qui reconnaît et énonce les droits suivants pour les personnes vivant avec un handicap :

Art. 16 Droits des personnes handicapées

¹ *L'accès des personnes handicapées aux bâtiments, installations et équipements, ainsi qu'aux prestations destinées au public, est garanti.*

² *Dans leurs rapports avec l'Etat, les personnes handicapées ont le droit d'obtenir des informations et de communiquer sous une forme adaptée à leurs besoins et à leurs capacités.*

³ *La langue des signes est reconnue.*

**Constitution de la République et canton de Genève
(Cst-GE)**

Pour les personnes atteintes de surdité, cela devrait impliquer une meilleure transmission des informations liées au fonctionnement de l'Etat, dans son administration ainsi que dans les établissements publics autonomes. Ceci constitue une avanc e certaine pour de nombreuses personnes qui peinent encore actuellement à se faire entendre et comprendre dans de nombreux services publics.

Cette situation est particulièrement difficile lorsqu'il s'agit de communiquer avec des personnes entendantes dans le domaine social et de la santé. Comment communiquer des donn es sensibles ou des éléments d'importance vitale à des personnes qui ne « parlent pas » votre langue ?

Une des solutions les plus efficaces est alors de faire appel à un interprète en langue de signes, formé à ce type particulier d'entretien. Or ces interprètes ne sont pas remboursés dans le cadre de la LaMal et, de manière très limit e, par l'AI.

Pour les régies publiques autonomes - HUG, EPI, IMAD - se pose alors la question du financement de ces prestations. Il peut arriver que, dans ces institutions, on refuse de faire appel à ces interprètes pour des motifs uniquement comptables.

Ce motif est absurde si l'on prend en considération la diminution des coûts qu'engendrerait l'emploi d'interprètes en langue des signes à moyen et long terme: moins d'erreurs diagnostiques, moins d'hospitalisations de longue durée, moins de consultations éparées, meilleure adhésion au traitement, meilleure collaboration avec les différents intervenants.

A ce titre, bénéficier d'un suivi avec interprète constitue sur le long terme un vecteur d'intégration de par la meilleure compréhension du fonctionnement des institutions.

En plus, cela constitue un non-respect de la Constitution genevoise.

Afin que toute personne sourde signante puisse faire appel à un interprète en cas de nécessité, ces différents services devraient donc disposer des moyens adéquats pour répondre à cette demande.

Ma question :

Le Conseil d'Etat envisage-t-il la mise en œuvre d'une politique d'intégration dans laquelle le financement des interprètes en langue des signes serait pris en compte ?

Dans cet intervalle, le Conseil d'Etat pense-t-il prendre des mesures de soutien financier pour ces intervenants ?